



## Revue de la presse arménienne du 13 janvier 2021

**Réactions de l'opposition a la réunion de Moscou/** Le secrétaire du groupe parlementaire d'opposition « Arménie prospère », Arman Abovyan, a évalué négativement la visite de Pachinian à Moscou. Il a souligné qu'aucune question urgente pour la partie arménienne n'a été résolue, ajoutant que la question clé du retour des captifs et des disparus n'a reçu aucune solution. « *La personne représentant le pays vaincu n'est pas en mesure de résoudre les problèmes dont il faisait des déclarations pompeuses avant son départ pour Moscou* » a déclaré Abovyan. Le chef de l'autre groupe parlementaire d'opposition « Arménie lumineuse », Edmon Marukyan, a également critiqué le fait que la question des prisonniers de guerre n'a pas été résolue. « *Les autorités continuent d'insister sur le fait que le nouveau document signé hier à Moscou est dans l'intérêt de l'Arménie, car il nous permettra d'avoir une liaison ferroviaire directe avec la Russie à travers l'Azerbaïdjan, en répandant de fausses affirmations selon lesquelles elle sera désormais en sécurité* » a déclaré Marukyan soulignant que cette liaison passerait par l'Azerbaïdjan « *un pays qui n'a pas encore rendu nos prisonniers de guerre et nos captifs civils, un pays dont les militaires ont torturé et décapité nos soldats et nos citoyens avec les méthodes de l'État islamique, n'épargnant même pas les personnes âgées et les malades, en raison de la politique anti-arménienne de ses autorités, ainsi qu'avec leur approbation, un pays qui n'a pas hésité à utiliser des terroristes contre nous, un pays qui a bombardé une maternité, une église et, enfin, un pays dont le soldat a été glorifié et récompensé au plus haut niveau pour avoir tué à la hache notre officier pendant son sommeil [affaire de [Ramil Safarov](#)]* ».

**Mher Grigoryan représentera l'Arménie dans le groupe de travail trilatéral sur le déblocage les communications dans la région/** A la suite de la déclaration du 11 janvier signée par les dirigeants arménien, azerbaïdjanais et russe (cf. [revue du 12 janvier 2021](#)), un groupe de travail trilatéral sera créé, qui traitera de la mise en œuvre de la clause 9 de la déclaration du 9 novembre 2020 portant sur le déblocage des communications dans la région. Les autorités ont déclaré que la partie arménienne y sera représentée par le vice- premier ministre [Mher Grigoryan](#). Le groupe de travail tiendra sa première réunion d'ici le 30 janvier 2021.

**Réunion trilatérale a eu lieu entre les procureurs généraux d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Russie/** À l'initiative du procureur général russe, une réunion trilatérale a eu lieu entre les procureurs généraux d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Russie le 12 janvier. Selon le communiqué officiel, l'objectif de la réunion était d'établir de nouveaux contacts dans le domaine du droit international, de discuter des conditions nécessaires à cet effet, ainsi que d'examiner un certain nombre de questions urgentes. Le procureur général d'Arménie, Artur Davtyan, a souligné la mise en œuvre rapide du huitième point de la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020, qui concerne le retour en Arménie des prisonniers de guerre arméniens et des autres personnes détenues en Azerbaïdjan. Davtyan a également soulevé la question de la prévention de la propagation du terrorisme international dans la région et de la prise de mesures communes contre celui-ci.

**Conférence de presse de l'Ombudsman/** La presse rend compte de la conférence de presse de l'Ombudsman arménien, Arman Tatoyan. Celui-ci a déclaré qu'il était inadmissible de politiser les questions humanitaires et liées aux droits de l'homme dans la phase d'après-guerre. « *L'Azerbaïdjan politise ouvertement la question des prisonniers de guerre. Il est interdit d'engager des poursuites pénales contre eux, leur détention, leur arrestation est considérée comme une punition et est également interdite. De plus, le report artificiel de ces questions est également interdit, ce qui, en fait, est aussi un crime de guerre* » a déclaré l'Ombudsman. Tatoyan a aussi signalé que plusieurs problèmes concernant les routes qui sont passées sous contrôle azerbaïdjanais restaient non résolus. « *21 kilomètres de la section de 68 kilomètres de la route Goris-Vorotan-Shumukh-Kapan sont sous contrôle azerbaïdjanais. Les soldats azerbaïdjanais installent les panneaux routiers avec une provocation explicite. En outre, comme l'ont rapporté les habitants, [les soldats azerbaïdjanais] peuvent apparaître sur la route avec des armes. Ce problème est apparu en raison de l'utilisation d'une approche mécanique dans la démarcation* » a déclaré l'Ombudsman renouvelant ses critiques quant à cette approche (cf. [revue du 6 au 11 janvier 2021](#)). Dans le même temps, il a souligné

que la propagande anti-Arménienne s'est approfondie en Azerbaïdjan et que les questions de sécurité devaient être abordées dans ce contexte

**Ancien chef du SSN blâme Pachinian pour ne pas avoir arrêté la guerre plus tôt/** La presse rend compte de l'interview de Mikael Hambardzumyan, qui dirigeait le Service de sécurité nationale (SSN) arménien pendant la récente guerre du Haut-Karabakh. L'ancien directeur du SSN s'en est pris à Pachinian, affirmant qu'il aurait pu mettre fin aux hostilités trois semaines avant le 9 novembre 2020. Hambardzumyan avait été nommé à la tête du SSN par intérim le 8 octobre 2020. Pachinian l'a remplacé par Armen Abazyan, un mois plus tard (cf. [revue du 7 au 9 novembre 2020](#)). Hambardzumyan a affirmé qu'il avait lui-même décidé de quitter le SSN en raison de la façon dont Pachinian gérait la guerre, notamment l'échec du Premier ministre à accepter un accord de cessez-le-feu plus favorable, négocié par le Président russe le 20 octobre 2020. Hambardzumyan a déclaré qu'il avait été informé de la proposition de Poutine non pas par le Premier ministre mais par ses collègues. Selon lui, lors d'une réunion du Conseil de sécurité du 19 octobre, le chef de l'état-major général de l'armée arménienne, avait averti Pachinian que la partie arménienne se dirigeait vers la défaite et que la guerre devait être arrêtée le plus rapidement possible et que le Ministre de la Défense de l'époque s'était fait l'écho de cet avertissement. La presse indique que Hambardzumyan est parmi la vingtaine d'officiers retraités du SSN qui appellent à la démission de Pachinian.

**Destruction des monuments arméniens par les forces armées azerbaïdjanaises/** La presse rend compte [du tweet](#) de la porte-parole du Ministère arménien des Affaires étrangères qui a partagé une vidéo démontrant la destruction intentionnelle de monuments arméniens par les forces armées azerbaïdjanaises dans le village d'Arakel dans la région de Hadrut au Karabakh.

**L'Arménie prévoit d'acquérir des vaccins COVID-19 pour 10 % de la population afin de ne vacciner dans un premier temps que les groupes à haut risque/** Selon la directrice adjointe du Centre national pour le contrôle et la prévention des maladies, Gayane Sahakyan, les autorités sanitaires prévoient d'acquérir des vaccins COVID-19 pour 10 % de la population afin de ne vacciner dans un premier temps que les groupes à haut risque. D'après elle, les premières importations devraient arriver avant la fin du mois de janvier ou la première moitié du mois de février. Selon Sahakyan, les discussions portent sur la fourniture éventuelle du vaccin russe Spoutnik V ou ceux de Pfizer, Moderna ou AstraZeneca. Il n'est toujours pas clair lequel d'entre eux sera choisi par le gouvernement arménien. Elle a rappelé que l'Arménie avait reçu des échantillons du vaccin russe pour 15 personnes. « *Outre le Ministre de la santé, d'autres personnes, dont moi-même, ont également été vaccinées. Aucune complication n'a été enregistrée parmi ces personnes* » a déclaré Sahakyan. Sahakyan a reconnu que le nombre de coronavirus dans le pays augmenterait probablement à nouveau après les vacances du Nouvel An et de Noël et la réouverture des écoles, mais elle n'a pas prédit une grave résurgence des cas. La presse rend compte aussi du communiqué du Bureau des Nations unies en Arménie selon lequel l'Organisation mondiale de la santé a livré et fourni au Ministère de la santé 40 000 tests rapides de dépistage de l'antigène Covid-19. Ces tests détectent assez rapidement les protéines du virus du SARS-CoV-2 chez les personnes infectées.

Rédaction : Lena Gyulkhasyan

Cette revue de presse est une synthèse réalisée à partir de publications arméniennes parues au cours d'une journée définie et constitue un document de travail qui ne saurait en aucun cas exprimer le point de vue de l'Ambassade de France ou des autorités françaises. Toute reproduction de cette revue destinée notamment à une publication électronique, papier, destinée à des tiers, est soumise à autorisation de l'Ambassade de France en Arménie.